



## LES FAITS MARQUANTS DU PREPCOM II DU SMDD: MARDI 29 JANVIER 2002

Les délégués se sont réunis en Plénière pour poursuivre l'examen du point de l'ordre du jour consacré à l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en application du Plan d'Action 21. Au cours de la séance du matin, les délégués ont entendu les contributions des chefs exécutifs des agences des Nations Unies, des institutions financières et des secrétariats des conventions. L'après-midi vit le démarrage du dialogue avec les acteurs sociaux.

### LES CONTRIBUTIONS DES CHEFS DES AGENCES DES NATIONS UNIES, DES INSTITUTIONS FINANCIERES ET DES SECRETARIATS DES CONVENTIONS

Le Président du PrepCom, Emil Salim (Indonésie) ouvrit la session et requit des agences des Nations Unies, de brèves présentations sur leurs contributions aux préparatifs du Sommet. Anna Tibaijuka, du Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains, parla de l'urbanisation durable et des besoins des pauvres des milieux urbains, et appela à la mise en place de stratégies adaptatives et au renforcement des capacités locales. L'oratrice identifia les contributions apportées à travers les partenariats établis, en particulier, avec les collectivités locales. Mark Malloch Brown, du PNUD, souligna la nécessité de parvenir à des résultats et le besoin de renforcer les capacités intersectorielles. L'orateur mit en relief le programme Capacité 21, nota le financement accordé aux initiatives de développement, et fit part de son espoir de voir "ce qui a commencé à Monterrey, être finalisé à Johannesburg."

G.O.P. Obasi, de l'Organisation Météorologique Mondiale, se focalisa sur: les questions climatiques mondiales; l'impératif de protéger les systèmes essentiels à la vie, l'accès à l'eau potable et aux systèmes sanitaires; et les menaces posées aux littoraux et aux PEID par l'élévation du niveau de la mer. L'orateur mit l'accent sur l'importance des sciences de durabilité, de l'évaluation de l'impact du changement climatique et de l'amélioration des efforts de suivi pour la réduction des effets des catastrophes naturelles.

Klaus Töpfer, du PNUE, appela à un Sommet caractérisé par une action concrète et une mise en application basée sur les partenariats, des objectifs pour le Millénaire, et une prospérité responsable permettant de vaincre la pauvreté et de réduire la consommation. L'orateur mit en exergue des contributions possibles du PNUE, notamment dans les domaines: des systèmes d'évaluation, de suivi et d'alerte précoce; du transfert des technologies; des liens entre la santé, l'environnement et la sécurité alimentaire; et du renforcement des capacités ayant rapport avec le commerce international. Il appela à la mise en place d'un réseau de centres d'énergie renouvelable, compte tenu en particulier du fait que le Sommet qui se tient bientôt en Afrique, aura à traiter de questions touchant à l'activité minière.

Au cours du débat initial, les délégations souhaitèrent avoir des éclaircissements sur nombre de sujets, notamment: la créativité en matière de mobilisation de ressources; la coopération entre les agences

des Nations Unies dans les préparatifs du Sommet; les pratiques en matière de gestion; la gouvernance; la baisse des ressources du PNUE; et l'inadéquation de l'attention accordée par le PNUE aux politiques macroéconomiques. En réponse, les représentants des agences des Nations Unies déclarèrent leur appui à la coopération institutionnelle au sein des Nations Unies et notèrent le besoin de ressources financières, de renforcement des capacités, et de méthodes pour la lutte contre la pauvreté et contre la désertification. Töpfer souhaite que le Sommet de Johannesburg soit un "sommet de l'intégration." Nitin Desai, Secrétaire Général du SMDD, assura les délégués que le processus de Johannesburg est un effort de collaboration, tant au niveau des questions de fond qu'à celui de la logistique.

Thoraya Obaid, du FNUAP, nota que dix ans après le Plan d'Action 21, des défis élémentaires restent à relever, en particulier, ceux de la pauvreté et de l'inégalité des sexes. Elle énuméra les principaux problèmes posés, notamment, le manque d'accès à l'eau salubre, aux soins sanitaires et à l'éducation, y compris à l'information et aux services de santé reproductive, et appela à l'établissement de liens interdisciplinaires intégrés entre population et droits de l'individu.

Hama Arba Diallo, de la Convention sur la Lutte Contre la Désertification (CCD), retraça l'historique et les objectifs de la Convention, dont ceux de la promotion du développement durable des zones arides du monde entier et de traiter les problèmes de pauvreté rurale et de sécurité alimentaire. Il expliqua que 50 pays ont élaboré des programmes d'action nationaux et appela à la poursuite de la mise en application de la Convention, à travers des processus participatifs et allant de bas en haut, ainsi qu'à des financements additionnels et au soutien du renforcement des capacités. Hamdallah Zedan, de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), expliqua les objectifs de la Convention et souligna que la biodiversité est à la base même du développement durable. L'orateur nota la nécessité d'une coopération et d'un partenariat intersectoriels, ainsi que d'une coordination entre la gouvernance au niveau national et la mise en application des accords en rapport. Il appela à des efforts en matière de renforcement des capacités, à l'amélioration de la prise de conscience du grand public quant aux menaces de perte de la biodiversité, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une approche basée sur les écosystèmes, et à un forum des communautés indigènes et locales.

Ian Johnson, de la Banque Mondiale, appela à une croissance économique soutenue assortie d'une inclusion sociale et d'une responsabilité environnementale, et apporta son appui aux objectifs d'éradication de la pauvreté retenus dans la Déclaration du Millénaire. L'orateur fit état des plans de la Banque Mondiale concernant l'expansion de la coopération avec l'Afrique, l'élaboration d'un rapport sur les financements innovants du développement durable, et la poursuite du travail sur la mondialisation pour s'assurer que les profits soient distribués de manière plus équitable.

Mohammed El-Ashry, du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), appela à un Sommet tourné vers l'avenir et basé sur des actions concrètes, et à des partenariats et des programmes susceptibles d'être reproduits. L'orateur identifia comme point focal important des discussions de Johannesburg, la question des financements et la néces-

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org> a été rédigé par Wendy Jackson <wendy@iisd.org>, Wagaki Mwangi <wagaki@iisd.org>, Alison Ormsby <alison@iisd.org> et Andrey Vavilov <andrey@iisd.org>. Edition Numérique: Andrei Henry <andrei@iisd.org> et Leila Mead <leila@iisd.org>. Editrice en Chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Version Française: Mongi Gadhoun: <mongi@iisd.org>. Directeur du Service Information: Langston James Goree VI <kimo@iisd.org>. Logistique: Marcela Rojo <marcela@iisd.org>. Assistant en Ligne: Diego Noguera <diego@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du Bulletin sont: Le Ministère Néerlandais des affaires Etrangères, le Gouvernement du Canada (à travers l'ACDD), les Etats-Unis (à travers l'USAID), l'Agence Suisse de l'Environnement, des Forêts et du Paysage (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le DFID et l'OAEC), la Commission Européenne (DG-ENV), le Ministère Danois des Affaires Etrangères et le Gouvernement Allemand (à travers les Ministères de l'Environnement (BMU) et de la Coopération pour le Développement (BMZ)). Un soutien général a été accordé au Bulletin au titre de l'exercice 2002, par: les Ministères Finlandais des Affaires Etrangères et de l'Environnement, le Gouvernement Australien, les Ministères Suédois de l'Environnement et des Affaires Etrangères, le Ministère Nééo-Zélandais des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, les Ministères Norvégiens de l'Environnement et des Affaires Etrangères, Swan International et l'Agence Nippone de l'Environnement (à travers l'IGES). La version Française est financée par le Ministère Français des Affaires Etrangères. Le Bulletin est joignable à <enb@iisd.org> et au tel: +1-212-644-0204; fax: +1-212-644-0206. L'IIDD peut être contacté par à <info@iisd.ca> et par courrier au 161, Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont diffusées par courriel et sont disponibles à travers le serveur WWW Linkages à: <http://www.iisd.ca/linkages/>.



sité de trouver des moyens innovants pratiques de financer le développement durable. John Westley, du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), déclara que le principal défi pour le Sommet consiste à parvenir à donner une priorité à de nouveaux investissements en faveur des pauvres des milieux ruraux, et que le FIDA entendait continuer d'investir dans l'agriculture et dans le développement rural.

András Szöllosi-Nagy, de l'UNESCO, rappela aux délégués que la science et l'éducation devaient bénéficier d'une considération préminente, au Sommet. L'orateur nota la dimension humaine de la ligne de démarcation numérique et affirma que la diversité culturelle est aussi importante pour les êtres humains que l'est la biodiversité pour la nature. Jacques Paul Eckebil, de la FAO, souligna le rôle de l'agriculture dans le développement durable, ainsi que ses liens avec la pauvreté et l'insécurité alimentaire. L'orateur rappela les objectifs du Sommet Alimentaire Mondial et mit en relief les contraintes objectives tels que le manque de volonté politique et la faiblesse des ressources du secteur rural.

Le débat qui suivit se focalisa sur: la lutte contre la désertification à travers la mise en application et le financement de la CCD; la gouvernance; les partenariats possibles en matière de renforcement des capacités; et l'utilisation de la science et de la technologie au profit du développement durable. En réponse, Diallo et El-Ashry exprimèrent leur scepticisme quant à l'établissement de nouvelles bureaucraties, et El-Ashry confirma que de nouveaux domaines allaient être désignés pour le financement du FEM, à l'exception de la Convention de Stockholm et de la désertification.

### LE DIALOGUE AVEC LES ACTEURS SOCIAUX

Retraçant l'historique du Dialogue avec les Acteurs Sociaux, le Président Salim ouvrit la session et invita les gouvernements à répondre après les exposés des représentants des principaux groupes sociaux.

**LES EXPOSES:** La représentante des FEMMES donna un aperçu sur un certain nombre d'accomplissements tels que la mise en place de systèmes bancaires pour les femmes, et appela à des actions permettant d'asseoir la justice économique et des mécanismes pratiques encourageant l'émergence des voix des femmes à tous les niveaux des processus décisionnels.

Le représentant des JEUNES appela: l'ensemble des gouvernements à se doter de ministères de jeunesse; à consacrer 20% de l'APD à l'éducation en matière de développement durable; à la reconnaissance des enfants, comme groupe social, par la CDD; et à l'octroi de deux heures de temps de parole aux jeunes et aux enfants, durant le Sommet. Le représentant des PEUPLES INDIGENES mit l'accent sur leurs droits à l'autodétermination, expliqua comment leur domination a donné lieu à l'adoption de moyens de subsistance non viables, à des crises sociales et à la pauvreté, et appela à des politiques et à des lois favorisant la protection de leurs droits.

Le représentant des ONG parla des progrès réalisés depuis Rio, ainsi que de leur vision concernant les propositions concrètes devant être faites pour le futur, y compris la nécessité: de raviver la coopération Nord-Sud; de maîtriser les forces de la mondialisation; de procéder à une évaluation de la gouvernance mondiale; et de rendre opérationnels les principes de précaution et de responsabilités communes mais différenciées. La représentante des COLLECTIVITES LOCALES souligna que les administrations locales fournisse le développement durable à travers le traitement de problèmes tels que ceux des émissions de gaz à effet de serre, de la gestion de l'eau, de la gestion des déchets, et de la pauvreté. L'oratrice proposa, *entre autres*, l'encouragement d'une culture de durabilité et l'accélération de la transition vers des communautés et des villes durables.

Le représentant des SYNDICATS mit en relief l'importance de l'établissement de normes, du suivi et de la mise en application du développement durable dans les lieux de travail. L'orateur indiqua que les principales normes de travail pouvaient être appliquées de manière à ne pas entraver le commerce international, et que des approches volontaires devaient venir en complément, et non remplacer, l'activité de régulation. Le représentant du COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE présenta un rapport sur les préparatifs du SMDD, exprima son intérêt pour des partenariats en anticipation du SMDD et, qualifiant l'éradication de la pauvreté de point principal à l'ordre du jour du Sommet, élabora sur le rôle du secteur et des conditions requises à l'action. Le représentant de la COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE mit l'accent sur le rôle de cette dernière dans: la résolution des difficultés d'ordre environnemental et d'ordre social; les processus décisionnels; le renforcement des capacités; et l'éducation. Mettant en exergue les développements positifs enregistrés, le représentant des AGRICULTEURS identifia: la décentralisation des

prises de décisions; la reconnaissance du rôle des agriculteurs dans la sauvegarde de l'environnement; et la promotion des pratiques agricoles durables. L'orateur appela à une priorité pour l'agriculture dans les politiques et à un renforcement du pouvoir des agriculteurs sur les marchés.

Remerciant les groupes sociaux, le Secrétaire Général du SMDD, Desai, mit en relief l'impact des ONG sur le processus préparatoire et encouragea les dirigeants des groupes sociaux à assister au SMDD.

**LE DEBAT:** Au cours du dialogue qui suivit, l'EGYPTE exprima son soutien à la déclaration des ONG, souhaitant voir intervenir sans délai la mise en application des Objectifs de Développement du Millénaire, et appela l'OMC à donner des indications sur sa contribution au développement durable. L'Espagne, au nom de l'UE, appuya l'idée de gouvernance axée sur le développement durable, fit part de son intérêt pour la tenue d'un forum scientifique parallèle à Johannesburg, et nota: les intérêts des divers acteurs; la nécessité de trouver des solutions aux problèmes des agriculteurs; et le rôle leader du commerce et de l'industrie. Répondant à l'intervention des Syndicats, l'Organisation Internationale du Travail (OIT), exprima son engagement et son attachement aux normes de travail établies.

Le JAPON et le BANGLADESH soulignèrent l'implication de l'ensemble des acteurs tout au long du processus du SMDD. La HONGRIE souhaita des éclaircissements sur les questions de l'utilisation des ressources naturelles et sur le changement des modes de production et de consommation, et proposa d'ajouter les enseignants et les journalistes à la liste des groupes sociaux.

En réponse, les ONG et le Commerce et l'Industrie firent part de leur intérêt pour l'ouverture d'un dialogue sur la responsabilité du monde de l'entreprise. Notant le déclin de l'investissement gouvernemental, le représentant des Agriculteurs indiqua que leurs vis-à-vis des pays en développement sont négligés et confrontés à de contraintes au dans le domaine des capacités. L'orateur appela à une implication des consommateurs dans le SMDD. Le représentant du Commerce et de l'Industrie appela à un débat sur la durabilité dans les discussions au sein de l'OMC, à l'égalité des ONG dans l'action, et à des projets fondateurs de partenariats.

La représentante des Femmes appela à une plus grande responsabilisation du monde de l'entreprise dans la réalisation de la justice économique. Le représentant des Jeunes parla des divers indicateurs illustrant les progrès réalisés dans les initiatives ayant trait à la jeunesse. Le représentant des Peuples Indigènes parla de l'inégalité des liens entre les Peuples Indigènes et le monde des affaires. Le représentant de la Communauté Scientifique et Technologique appela à un renforcement des capacités dans les pays en développement pour permettre le traitement des problèmes posés à l'échelle locale.

Le représentant des Collectivités Locales présentant un rapport sur l'étude mondiale menée sur les Plans d'Action 21 Locaux qui a conclu que dans les milieux urbains, l'eau est un problème prioritaire dans toutes les régions du monde. Le représentative des Syndicats présenta la liste de leurs besoins sexo-spécifiques, évoquant notamment les questions de santé et de sécurité sur les lieux de travail.

### DANS LES COULOIRS

Bien que les délégués aient été bouche cousue toute la journée, des rumeurs ont circulé dans la soirée indiquant que des consultations anticipées autour du thème de la gouvernance axée sur le développement durable commenceraient mercredi 30 janvier. Rappelons qu'à l'issue de la session de réflexion tenue à New York les 16 et 17 janvier 2002, deux membres du Bureau, Ositadinma Anaedu (Nigeria) et Lars-Göran Engfeldt (Suède), avaient été chargés de mener des consultations informelles-informelles avec les groupes régionaux en vue d'élaborer un projet de texte pouvant servir de plate-forme à la discussion officielle prévue sur ce thème le mardi 6 février.

### A SUIVRE AUJOURD'HUI

**GROUPE DE DISCUSSION I:** Ce groupe se réunira de 10h à 13h dans la Salle de Conférence 1 pour poursuivre le Dialogue avec les Acteurs Sociaux. Il discutera également des progrès réalisés dans la mise en application des approches intégrées aux objectifs sectoriels du développement durable. Le groupe abordera l'application des approches intégrées aux objectifs intersectoriels du développement durable, de 15h à 18h.

**GROUPE DE DISCUSSION II:** Ce groupe se réunira de 10h à 13h dans la Salle de Conférence 4 pour poursuivre, de même, le Dialogue avec les Acteurs Sociaux. Il se penchera sur les progrès réalisés dans l'habilitation de la participation des acteurs sociaux dans les institutions et les mécanismes de développement durable.